



Question 1

Les contributeurs sont invités à exprimer leur opinion sur la démarche de la revue stratégique.

Le Département de Saône-et-Loire salue cette initiative et encourage l'ARCEP à mettre en place des dispositifs allégés mais réguliers de revue de la feuille de route pour une meilleure réactivité dans la prise en compte des nouveaux besoins et des évolutions.



Question 3

Les contributeurs sont invités à exprimer leurs remarques sur les objectifs et leviers décrits ci-dessus. Les contributeurs sont en particulier invités à exprimer dans leur réponse leur opinion sur les problématiques suivantes :

- Quelles sont les principales opportunités de convergence des réseaux ? Existe-t-il des freins à leur mise en œuvre ?
- Quelle devrait être la place de la mutualisation des investissements dans le déploiement des nouveaux réseaux ?
- Comment l'ARCEP devrait-elle accompagner le déploiement du très haut débit sur les marchés ultramarins ?
- Comment l'ARCEP devrait-elle accompagner les transitions vers les nouveaux réseaux ?

Levier 2 : Préciser le cadre de mutualisation des infrastructures et réseaux

Effectivement, la duplication d'infrastructures peut s'avérer inefficace dans certains cas. Cependant, la question de la duplication des infrastructures de collecte est à dissocier de celle des infrastructures de la boucle locale.

En effet, la conception des liaisons de collecte de nos RIP doit tenir compte à la fois de :

- Des besoins liés à la BLOM (y compris des réservations pour son évolution) ;
- Des besoins grandissants de collecte liés à la convergence mobile/fixe ;
- Des besoins de collecte naissants liés aux objets connectés ;
- Des besoins de collecte liés à la résilience des réseaux qui vont se complexifier.

La capacité de certaines infrastructures, bien qu'existantes, peut s'avérer insuffisante dans un avenir proche pour accueillir plusieurs opérateurs avec des besoins de collecte grandissants et des exigences de sécurisation les amenant à louer plusieurs fibres. Ce risque est d'autant plus important que la zone de déploiement est peu dense, les capacités des infrastructures de collecte se concentrant principalement sur les zones les plus urbaines.

Citons pour exemple l'offre de Location de Fibre d'Orange : le monofibre, ne permettant pas la sécurisation des réseaux et présentant le risque de saturation à court terme.

L'évolution des capacités de ces infrastructures pour s'adapter aux besoins n'est pas garantie. Contraindre une collectivité à utiliser une infrastructure existante mais présentant une capacité trop limitée sans que son propriétaire apporte les garanties d'évolution des capacités dans des délais raisonnables, c'est mettre

l'évolution du RIP sous tutelle de ce dernier, ou bien, obliger la collectivité à dupliquer l'infrastructure a posteriori pour permettre l'évolution du RIP. Cette situation n'est pas efficace.

L'ARCEP entend encadrer la mutualisation des infrastructures par la régulation symétrique, or, sauf erreur de notre part, les offres d'accès aux infrastructures de collecte ne sont pas à ce jour régulées.

Contraindre une collectivité à utiliser une infrastructure de collecte existante sans que les conditions de commercialisation et d'évolution de ses prix ne soient régulées revient à lui faire courir un risque d'explosion de ses frais de fonctionnement. L'argument consistant à dire que les propriétaires de ces infrastructures, y compris des RIP, ne souhaitent pas voir leur accès régulé ne peut plus prévaloir dans la mesure où l'accès à la BLOM est régulée tant sur le plan technique que tarifaires. Aussi, l'avis des collectivités contraintes à utiliser ces infrastructures doit aussi être entendu et la collecte régulée pour garantir la montée en charge harmonieuse des RIP.

La notion d'efficacité des liens de collecte doit être définie au regard de ces éléments.



Question 4

Les contributeurs sont invités à exprimer leurs remarques sur les objectifs et leviers décrits ci-dessus. Les contributeurs sont en particulier invités à exprimer dans leur réponse leur opinion sur les modalités d'intervention des collectivités territoriales dans les réseaux numériques et sur le rôle du régulateur.

Levier 1 : Accompagner le déploiement des réseaux d'initiative publique dans les zones moins denses

1 – Protéger l'investissement public aussi par la régulation symétrique, en interdisant à tous les opérateurs la duplication d'infrastructures publiques et en leur imposant l'utilisation des infrastructures RIP existantes ou ayant fait l'objet d'une déclaration préalable de l'intention de déployer dans les 5 ans par exemple (comme pour la déclaration AMII ou la déclaration préalable montée en débit). Cette mesure devrait s'appliquer à la BLOM mais aussi à la collecte (cf. réponse à la question n°3).

En effet, les opérateurs commerciaux pourraient être tentés de déployer en propre des infrastructures l'avant-veille du déploiement de la BLOM RIP et profiter ainsi de la dynamique commerciale suscitée et animée par les collectivités et leurs opérateurs de gros.

2 - Eclairer les choix des collectivités c'est bien, et nous profitons pour saluer le service d'accompagnement des collectivités que l'ARCEP développe en ce moment et que nous espérons réactif et durable dans le temps car précieux pour nous, mais réguler pour les protéger c'est mieux (cf. notre analyse concernant la collecte dans notre réponse à la question 3).

D'une certaine façon, il serait également appréciable que l'opérateur historique s'abstienne de déployer du VDSL 2 ou autre technologie de renfort de HD, au sein des plaques RIP homogènes dont l'équipement FTTH est prévu à court terme. Cela lui permet en effet de fidéliser pour quelques temps encore sa clientèle et de dégrader l'appréciation du taux de pénétration FTTH à court terme. Or cet évaluation est un élément important de motivation pour un opérateur candidat à l'exploitation d'un RIP



Question 5

Les contributeurs sont invités à exprimer leurs remarques sur les objectifs et leviers décrits ci-dessus. Les contributeurs sont en particulier invités à exprimer dans leur réponse leur opinion sur les problématiques suivantes :

- Comment garantir la fiabilité des réseaux de communications électroniques ?
- Quel rôle doit jouer l'ARCEP sur ce sujet le cas échéant ?

Levier : Penser la résilience des réseaux

Un des facteurs clés pour la sécurisation des réseaux et de disposer de solutions de collecte en capacité suffisante et dont les modalités de commercialisation s'adaptent à la multiplicité d'acteurs impliqués dans le déploiement avec des moyens d'ampleur plus limités que les opérateurs historiques.

Or le segment de collecte n'est pas à ce jour organisé pour accueillir cette nouvelle demande, comme nous l'avons exposé dans notre réponse à la question n°3.

permettre de concevoir une méthode et de déployer des axes de travail.



Question 7

Les contributeurs sont invités à exprimer leurs remarques sur les objectifs et leviers décrits ci-dessus. Au-delà des chantiers identifiés, les contributeurs sont en particulier invités à exprimer dans leur réponse leur opinion sur la manière dont l'ARCEP pourrait améliorer la concurrence au bénéfice de l'ensemble des acteurs économiques : entreprises, entités publiques ou associatives.

Constat sur la base de l'enquête entreprise (ZAC hors zone AMII) et de son analyse :

Taux de réponses : 6% : même si ce taux est correct, il est impossible d'en déduire une cartographie précise régionale des besoins des entreprises.

Les résultats sont du même type que ceux constatés au niveau National :

- Certaines entreprises ont des besoins et exigences qui se rapprochent de l'offre des particuliers.
- D'autres ont des exigences du type fibre dédié, débit symétrique et qualité de service élevée. Ces offres peuvent devenir très vite onéreuses pour les petites entreprises. Certaines ne peuvent pas attendre trop longtemps une offre à un coût raisonnable.

Dans le premier cas, le déploiement de solution Pro basées sur les offres résidentielles comme le fait Orange paraît la solution.

Dans le deuxième cas, le marché se rapproche d'un modèle Oligopole (ARCEP parle de duopole Orange /SFR depuis le rachat de SFR par Numéricable) avec une demande dispersée géographiquement provenant de PME et TPE. La garantie de l'accès aux PME et TPE est fragilisée par des offres discriminatoires (ou non équitables) en termes de tarification. Orange (en tant qu'opérateur de services) est en position dominante avec la détention de 80% du marché (sur les 40 réponses).

D'autre part, même si certaines entreprises sont prêtes à participer au financement de la FO pour connecter leur entreprise, un réseau passif sans opérateur ne répond pas à la problématique. Aujourd'hui, les réponses apportées se déclinent donc de la manière suivante : 1. pas d'intervention du département 71 car zone Celan / 2. Le FttH arrive en 2020 / 3. Le fttH arrive en 2022 / 4. Votre entreprise

pourra bénéficier de la montée en débit sous réserve de la zone desservie par le SR concerné. Ces réponses ne sont pas satisfaisantes pour les entreprises d'autant que la majorité d'entre elles envisagent une progression de leur besoin dans les 2 années à venir.

Les questions d'actualité autour du sujet, trouver des réponses et y mettre la réglementation adéquate le cas échéant est sûrement une manière pour l'ARCEP d'améliorer la situation :

L'interdiction d'intervention en zone CELAN met-elle un frein à la concurrence ?

Proposer une offre activée (connexion clés-en-main), avec un point d'entrée au niveau département : Danger de passer exclusivement par l'offre LFO d'Orange ? Monopole sur l'infrastructure de collecte ?

Travail de lobbying de la part d'Orange : impact ?

La proposition de l'ARCEP :

Les 2 leviers semblent pertinents, néanmoins il faudrait des résultats rapides.

- faire émerger des offres adaptées aux entreprises sur le FTTH
- mieux identifier les besoins de connectivité des entreprises et la création des « ateliers entreprises de l'ARCEP »



Question 10

Les contributeurs sont invités à exprimer leurs remarques sur les objectifs et leviers décrits ci-dessus. Au-delà des chantiers identifiés, les contributeurs sont en particulier invités à exprimer dans leur réponse leur opinion sur la manière dont l'ARCEP pourrait accompagner l'évolution du secteur postal.

En milieu rural, les usages numériques peuvent être le levier efficace de désenclavement et de rapprochement des services vers l'utilisateur. Pour cela il faut déployer le THD certes, mais aussi lutter contre la fracture numérique et favoriser les interventions complémentaires à domicile. En cela le réseau local de la Poste constitue un atout.

une semaine pour interagir individuellement avec le régulateur.



Question 12

Les contributeurs sont invités à exprimer leurs remarques sur le constat développé ci-dessus. Les contributeurs sont en particulier invités à exprimer dans leur réponse leur opinion sur les questions suivantes :

- Quelles améliorations l'ARCEP pourrait-elle engager afin de renforcer ses échanges avec l'ensemble des acteurs ?
- Comment l'ARCEP pourrait-elle améliorer la lisibilité de son action pour l'ensemble des acteurs du marché ?

Le Département de Saône-et-Loire s'appuie sur l'AVICCA et le GRACO comme relais d'information.

Par ailleurs, nous apprécions le service d'accompagnement individuel aux collectivités que l'ARCEP met en place actuellement, complémentaire avec le précédent.

Un travail de vulgarisation pour rendre le langage plus accessible et pédagogique serait le bienvenu. La présente consultation est un bon exemple d'accessibilité.



Question 13

Les contributeurs sont invités à exprimer leurs remarques sur le constat développé ci-dessus. Les contributeurs sont en particulier invités à exprimer dans leur réponse leur opinion sur les questions suivantes :

- Quelle devrait être la place de l'autorégulation ?
- Quels sujets pourraient faire l'objet d'une autorégulation ?
- Comment l'ARCEP pourrait-elle accompagner de manière efficace les acteurs dans la mise en œuvre de l'autorégulation ?

Eviter la multiplication des systèmes d'information et réseaux communicants parallèles qui ne se parlent pas (domotique notamment)



Question 14

Les contributeurs sont invités à exprimer leurs remarques sur le constat développé ci-dessus. Les contributeurs sont en particulier invités à exprimer dans leur réponse leur opinion sur les questions suivantes :

- L'ARCEP est-elle suffisamment ouverte à l'innovation ? Quelles nouvelles expertises faudrait-il développer ?
- A quels sujets naissants l'ARCEP devrait-elle s'intéresser ?
- Comment l'ARCEP pourrait-elle encourager le dialogue au sein du secteur sur les sujets innovants ?
- Quelle devrait être la place de l'expérimentation dans la régulation ?

Innovation pour le dernier km en milieu très rural. Faciliter l'interconnexion des réseaux d'objets communicants avec les réseaux de télécommunications pour améliorer la fluidité et l'utilité de la donnée en temps réel



Question 17

Les contributeurs sont invités à exprimer leurs remarques sur le constat développé ci-dessus. Les contributeurs sont en particulier invités à exprimer dans leur réponse leur opinion sur les nouvelles compétences que l'ARCEP devrait développer ou mobiliser en complément de son expertise des réseaux.

Serait-il envisageable de solliciter l'ARCEP comme expert (tiers de confiance) au sein du jury de Commission d'Appel d'Offres en charge de l'attribution de marchés liés au déploiement des RIP ?